



Confédération
Paysanne
de Seine-Maritime



mai 2010 - N°8

Débat Public Projet Penly 3

cahier d'acteurs n°8

Une centrale nucléaire produit des déchets radioactifs qui resteront extrêmement toxiques pendant plus de 100 000 ans¹, alors que la ressource en uranium dont nous disposons est estimée à quelques décennies. Pour quelques années de confort électrique, nous lèguerons à nos enfants ce cadeau empoisonné pour "l'éternité".

Cette raison, à elle seule, justifie qu'on ne puisse produire de l'électricité avec le nucléaire.

Le risque d'accident est faible, nous dit-on (cela n'est pas vérifié et le risque Tchernobyl augmente à mesure qu'augmente le nombre de réacteurs et à mesure qu'ils vieillissent et s'usent). Si ce risque est faible, les conséquences d'un accident sont d'une gravité extrême puisqu'une région entière serait alors définitivement condamnée et sa population contaminée.

Cette autre raison, à elle seule, justifie qu'on ne puisse prendre un tel risque pour produire de l'électricité à partir du nucléaire.

Deux fois plus de raisons qu'il ne faut pour justifier l'arrêt de cette industrie beaucoup trop risquée au regard des avantages qu'elle procure et criminelle vis-à-vis des générations qui suivront.



Confédération Paysanne de Seine-Maritime

38 b rue Bellanger
76190 YVETOT
cp76@wanadoo.fr
Tel : 02 35 95 66 66
Fax : 02 35 95 68 18

Les cahiers d'acteurs sont des contributions portant sur le projet soumis au débat public, écrites et argumentées, rédigées par des personnes morales. Au titre de l'équivalence, la CPDP les diffuse aux mêmes destinataires que les autres supports du débat. Leur contenu n'engage que leurs auteurs.

¹ La période d'un élément radioactif est le temps nécessaire pour que sa radioactivité soit divisée par deux. Par convention, la durée d'une dizaine de périodes représente la durée de vie de l'élément radioactif. Pour le plutonium par exemple, avec ce critère, sa durée de vie est de 244 000 ans.

Sur le site du gouvernement dédié à l'énergie, on peut lire :
"Le recours à l'énergie nucléaire est l'un des piliers de notre politique énergétique nationale, puisqu'il participe à l'atteinte de 3 de ses 4 objectifs : contribuer à l'indépendance énergétique nationale et garantir la sécurité d'approvisionnement, assurer un prix compétitif de l'énergie, et préserver la santé humaine et l'environnement, en particulier en luttant contre l'aggravation de l'effet de serre."

Une ressource nationale pour "contribuer à l'indépendance énergétique nationale" !

Cet argument pour promouvoir le nucléaire n'est pas recevable puisque la totalité de l'uranium qu'on utilise dans nos centrales provient de l'étranger, aucun artifice de calcul ne peut contredire cette vérité.

Les mines d'uranium "préservent la santé et l'environnement" !

La consommation d'énergie fossile (pétrole et charbon) qui est nécessaire, de l'extraction de l'uranium à son utilisation, les gaz à effet de serre qui en résultent semblent considérablement sous évalués. Au Niger, d'où provient une bonne part de ce que nos centrales consomment, la ressource en eau est déficitaire. L'extraction de l'uranium couvrirait-elle ses propres besoins en eau par un pompage dans les nappes d'eau fossile sans tenir compte des règles internationales que l'ONU a instaurées pour préserver cette eau ? La détérioration du site, les droits des populations locales, le risque de contamination des ces populations par les rejets radioactifs qu'ils soient atmosphériques ou solides, tous ces éléments sont-ils pris en compte ? Les prévisions de ressource en uranium tablent qu'au rythme actuel de consommation, les stocks mondiaux devraient être épuisés dans quelques décennies (60 à 80 ans). Il n'y a qu'une

seule chose qui est vraiment durable avec le nucléaire, ce sont les déchets.

Les déchets radioactifs hautement toxiques pour "préserver la santé humaine et l'environnement" !

Un des arguments de ceux qui cherchent à promouvoir le nucléaire consiste à présenter le plutonium que rejettent les centrales du type Westinghouse ou EPR, comme une nouvelle source d'énergie plutôt qu'un déchet. Pour le moment, dans les pays nucléarisés, ce plutonium peut être utilisé pour la bombe atomique, arme de destruction massive que les pays en voie de nucléarisation aimeraient bien posséder. (Petit propos accessoire : les pays qui disposent de cette bombe et qui veulent l'interdire aux autres seraient plus crédibles s'ils y renonçaient pour eux-mêmes. Comment peut on interdire à l'autre quelque chose qu'on s'autorise à soi...)



Cabu, Canard Enchaîné (avec son autorisation)

La nature des déchets que produit un réacteur à neutron lent ou un EPR pour la part de plutonium qu'il utilise avec le ¹mox, représente une toxicité pour la santé humaine et l'environnement qui n'est pas moindre qu'avec les réacteurs Westinghouse. Ces déchets radioactifs sont des déchets à haute activité et à longue vie. La durée, pendant laquelle les "emballages" de ces déchets extrêmement dangereux pourraient être considérée comme fiables, est ridiculement courte en comparaison de la durée de vie de ces matières radioactives. La responsabilité de notre génération n'est-elle pas engagée vis-à-vis des suivantes ?

¹ Mélange d'oxydes : combustible nucléaire fabriqué à partir de plutonium et d'uranium appauvri.

Le coût du kilowattheure nucléaire, "un prix compétitif" parce que ce sont les générations de demain qui payeront pour nous !

Le faible coût de production serait un argument en faveur de l'électricité nucléaire mais le surcoût considérable que génère chaque chantier de construction d'une centrale, en Finlande comme en France, est-il pris en compte ? Aucun retour d'expérience ne permet d'évaluer le coût du démantèlement d'une centrale qui avoisinerait celui de la construction, les provisions couvriraient-elles ce coût ? La gestion des déchets, l'énormité du temps que va durer cette gestion, surveillance, réemballage, bien que cette charge, avec un extraordinaire égoïsme, soit reportée sur les générations suivantes, doit être comptabilisée. Le petit calcul (purement théorique puisqu'il nous projette au delà de l'espérance de vie de l'espèce humaine) que chacun peut faire en multipliant la durée de la

radioactivité des déchets par le coût du travail que représenterait la "gestion" de ces déchets, aboutit à un prix de l'électricité qui dépasse de très loin celui de l'électricité éolienne ou photovoltaïque.

Risques d'accidents

Les documents (qui auraient dû rester confidentiels) dénonçant le défaut de conception de l'EPR et le risque d'emballage et d'explosion, les réserves déclarées des autorités de sûreté (britannique, américaine, finlandaise, et française), le rapport britannique sur l'EPR qui conclut: "Il est trop tôt pour le dire si ces problèmes peuvent être résolus uniquement par des améliorations de sûreté ou si des modifications de conception sont nécessaires", les nouvelles méthodes d'exploitation des centrales par EDF, qui font appel à une main d'œuvre de sous-traitants maltraités pour entretenir un matériel de plus en plus vétuste, la longue liste de tous les accidents déjà survenus de par le monde, les alertes de pollution qui se multiplient (Tricastin, Fessenheim etc.), le

crash éventuel d'un avion de ligne, le risque de malveillance, le fait qu'un accident s'est déjà produit le 26 avril 1986 à Tchernobyl, le constat des dégâts irréversibles qu'il a occasionnés en Ukraine, la tentation pour certains d'aller jusqu'à la bombe, tous ces éléments sont excessivement inquiétants et devraient faire consensus pour que soient stoppés les travaux de construction des réacteurs EPR (Flamanville, Olkiluoto) et que soit engagé l'arrêt définitif des autres centrales nucléaires.



Cabu, Canard Enchaîné (avec son autorisation)

Pollutions diffuses pour "préserver la santé humaine et l'environnement" !

Depuis 2002, le Code de la santé publique interdisait l'ajout ou l'utilisation de substances radioactives pour la fabrication de biens de consommation et de matériaux de construction. Le 5 mai 2009, quatre ministères ont signé un arrêté interministériel qui permet de déroger à cette interdiction contre l'avis défavorable de l'Autorité de sûreté nucléaire. Cette dérogation est-elle le prélude qui annonce l'embaras dans lequel nous serons devant l'énormité des déchets radioactifs que va générer le démantèlement des centrales nucléaires ?

Une multitude de polluants sont rejetés

et détectés aux alentours des centrales ainsi que dans les environs de l'usine de la Hague, c'est l'iode 129 dont la période est excessivement longue, le cobalt 60, le césium 137, le carbone 14, le tritium... Ce tritium en particulier que rejettent les centrales nucléaires sous forme de gaz et d'eau tritiée, contamine les alentours, les personnes et les animaux par l'air, l'eau et l'alimentation. L'eau tritiée est chimiquement identique à l'eau ordinaire et l'organisme ne la différencie pas, elle est considérée généralement

comme bien plus radio-toxique (cancérogène et mutagène) que le tritium gazeux, (25 000 fois plus). Au Canada la réglementation vient de changer et impose de passer en 5 ans de 7 000 Becquerel/l à 20 Bq/l. Quelle limite de pollution dans l'air, le sol ou l'eau, la réglementation française autorise t-elle

et sur quelles études s'appuie t-elle pour argumenter sa prescription ?

Lignes à très hautes tensions (THT)

La distribution de l'électricité des centrales nucléaires (EPR ou autres) est astreinte au transport sur des lignes à très haute tension THT, parce que ces usines sont loin des lieux de consommation. Une production d'électricité beaucoup plus décentralisée en faisant appel à une multiplicité de petits moyens bien répartis sur l'ensemble du territoire, pourrait se suffire d'un réseau de distribution à tension beaucoup plus basse. Ces lignes THT génèrent un champ électromagnétique très important. Plusieurs cas troublants ont été constatés ici ou là, le tribunal de Tulle a notamment

condamné le gestionnaire du réseau électrique (RTE) à verser 390 000 € à un exploitant agricole pour le préjudice qu'il a subi. Plusieurs enquêtes statistiques font apparaître des résultats très inquiétants. Parmi celles-ci, les chercheurs de l'université d'Oxford ont constaté que sur 29 000 enfants souffrants d'un cancer dont 9 700 de leucémie, le risque "leucémie" augmente de 69 % pour les enfants dont le domicile se trouve à moins de 200 mètres d'une ligne à THT au moment de leur naissance. Si cette enquête, comme d'autres (CRIIREM) révèle un risque, aucune étude officielle n'a été faite jusqu'à maintenant pour corrélérer avec certitude ces observations avec les champs électromagnétiques et en expliquer la raison. C'est le reproche qu'a exprimé le tribunal de Coutances à la suite d'une autre plainte demandant au préfet de la Manche que soit lancée une étude épidémiologique...

Mythes et réalités

Si certains des promoteurs de l'industrie nucléaire sont prêts à en reconnaître les inconvénients, ils nous disent que c'est un mal nécessaire, une première étape pour aller vers d'autres techniques qui produiront une énergie gratuite et sans déchet ! Sans porter de jugement sur les programmes de recherches qui sont en cours (fusion, ITER), ou sur les réacteurs dit à "Onde de combustion" ou encore sur les réacteurs à neutrons rapides, ce n'est pas le sujet du moment, cet argument ne nous paraît pas recevable puisque l'expérience des 58 réacteurs qui sont déjà en activité devrait suffire et parce qu'il s'agit de technologies très différentes. Le choix de la concentration de la recherche sur cette question et l'économie de moyens qui en résulte pour la sobriété, l'efficacité énergétique ou les énergies renouvelables est regrettable.

Alternative au nucléaire et au pétrole et rôle que pourrait jouer l'agriculture.

Etat des lieux, la consommation d'énergie en Mtep (million tonnes équivalent pétrole)

- 268 Mtep utilisées chaque année (moy 2007-2008) (180 Mtep en 1974).
- 90 Mtep proviennent du pétrole, dont 48 Mtep sont utilisées par

les transports, le reste : chauffage, carburant agricole et pêche, plasturgie, industrie chimique, électricité... Substitution impossible, avec les agro carburants 50 millions d'hectares seraient nécessaires pour produire ces 48 Mtep, nous ne disposons que de 18

millions d'hectares déjà utilisés pour nous nourrir. Risque d'importation des pays producteurs comme le Brésil ou Bornéo, risque de déforestation, risque de perte de la biodiversité, risque de

gaz à effet de serre, risque de famine.

- 95 Mtep proviennent de l'uranium, totalement importé (63 % de perte à la production et 5 % perte en ligne)
- 40 Mtep par le gaz, essentiellement importé, chauffage, engrais azotés...
- 14 Mtep par le charbon (réserves 200 à 300 ans) électricité... Le procédé Fischer-Tropsch permet de transformer le charbon en carburant, le mauvais rendement et le déstockage de ce carbone feront de cette alternative un risque monumental pour le changement climatique
- 13 Mtep par l'hydroélectrique (10-15 % de l'électricité produite)
- 12 Mtep par le bois, chauffage des maisons, une maison rurale sur deux est équipée.
- 4 Mtep divers thermique, déchets, énergie éolienne et solaire...

Changer notre façon de consommer pour économiser l'énergie.

Réfléchir à une autre organisation sociale que celle qui s'est construite autour de la consommation de pétrole et d'uranium. Privilégier les agro carburants ayant la meilleure efficacité énergétique et les réserver à l'agriculture. Multiplier les transports en commun, favoriser le train et les vélos. Stopper l'urbanisation étalée qui nécessite l'usage de la voiture et qui consomme des surfaces agricoles qui seront désormais très précieuses. Construire les maisons et les immeubles autrement pour qu'ils consomment peu ou pas d'énergie, en intégrant dès le départ les éléments de production d'énergie, transformer l'habitat actuel pour le rendre économe et producteur

d'énergie. Proscrire l'usage de l'électricité pour le chauffage des maisons et pour les voitures individuelles. Rétablir la consigne des emballages (verre qui coûte très cher en énergie et en plastique), des piles et batteries, des appareils électroménagers, des ordinateurs et réutiliser ce qui peut l'être. Favoriser l'efficacité énergétique de l'agriculture, encourager les rotations avec des plantes légumineuses (plutôt que d'importer du soja brésilien qui se cultive dans de très mauvaises conditions sociales et environnementales) pour réduire l'utilisation des engrais azotés qui est un des principaux coûts énergétiques de l'agriculture. Réintroduire l'arbre et la haie pour produire de l'énergie et lutter contre l'érosion. Méthaniser les déchets organiques.

Favoriser l'ensemble des énergies renouvelables

- Pour couvrir une consommation globale d'environ 120 Mtep/an (niveaux de consommation des années 60)
- Le bois pour faire de la chaleur et de la cogénération 25 Mtep
En doubler la consommation est possible sans mettre en péril la ressource. Forêts privées qui ne sont pas valorisées, bois de récupération (industrie et bâtiment) qui est aujourd'hui perdu, plantation de haies agricoles (100 m/ha), agroforesterie, déchetage qui permet d'augmenter l'efficacité énergétique...
- Le solaire thermique, eau habitat et industrie 15 Mtep
- Agro carburant (4 % de la surface agricole maximum) 1 Mtep
- Méthanisation 28 Mtep
Cogénération et utilisation du biogaz dans le réseau de distribution
Déchets organiques dans les fermes, effluents d'élevage, cela aurait de plus l'intérêt de diminuer la quantité de méthane qui est un gaz à effet de serre (30 % des GES liés à l'agriculture)
Déchets ménagers et les boues urbaines, l'idéal serait que ces déchets ménagers soit exclusivement organiques ce qui est techniquement possible, film plastique fait à partir de l'amidon, consigne des piles et autres polluants pour qu'ils ne finissent pas dans la poubelle. Cela permettrait en outre le cycle des minéraux et du phosphore en particulier dont l'épuisement de la ressources minières est programmée d'ici 40 ans.
- L'éolien, (une éolienne de 2 MW installée par commune) 25 Mtep
- Le photovoltaïque (2500 m²/commune ou 3 m²/maison) 8 Mtep
- L'hydraulique actuel 13 Mtep
- L'hydraulique au fil de l'eau 5 Mtep

La Confédération paysanne constate que le débat public intervient au lendemain de l'annonce faite par Nicolas Sarkozy de la décision de construire un réacteur EPR à Penly... Dans notre démocratie, la politique serait-elle l'art de faire croire au peuple qu'il gouverne ?

La Confédération paysanne est un syndicat agricole qui, dans les analyses qu'elle propose, s'efforce de rechercher l'intérêt général, pour promouvoir une agriculture "citoyenne du Monde". C'est ainsi que, par exemple, elle s'est opposée au développement des OGM, ou à celui des agrocarburants industriels, sujets sur lesquels nous relevons de nombreuses similitudes avec le nucléaire :

- Des études officielles (financées par de l'argent public) qui sont délibérément truquées.
- Des conséquences à long terme insuffisamment évaluées, voire pas évaluées du tout.
- Un pouvoir politique qui se met au service d'intérêts particuliers, sans considération pour l'intérêt général, le plus souvent en bafouant les principes élémentaires de la démocratie.

La Confédération paysanne souhaite participer au débat public sur l'implantation d'un réacteur nucléaire EPR (European Pressurized Reactor) à Penly, par réflexe citoyen à propos des questions qui concernent l'ensemble de la société et avec un regard particulier sur ce qui pourrait avoir une conséquence sur l'activité agricole (lignes à très haute tension et pollutions diffuses).

